

La collecte de lait Bio en 2018 a vu sa production augmenter de 32,5% par rapport à l'année 2017. En parallèle, la consommation de produits laitiers Biologiques continue également de croître.

Malgré ce fort dynamisme de la filière, nos exploitations laitières peuvent être soumises à différentes perturbations internes ou externes qui peuvent les fragiliser. Pour traduire notre résistance à ces différentes perturbations, on évalue alors la résilience de nos fermes.

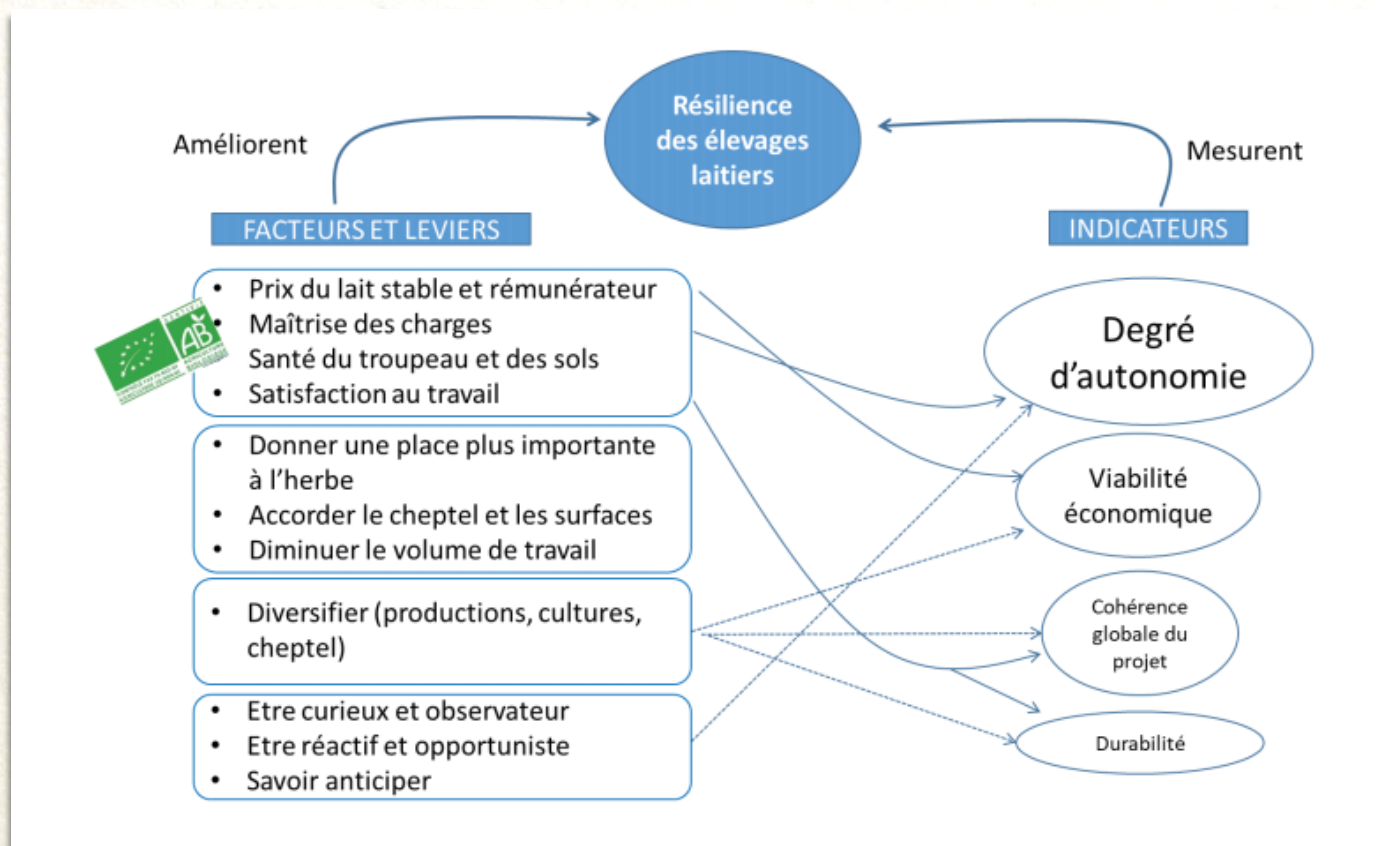
Au travers de cette lettre filière Lait, nous pouvons constater que l'élevage biologique a déjà plusieurs atouts, conciliant à la fois des systèmes plus herbagés et en recherche d'autonomie. Chaque exploitation ayant ses spécificités, à chacun d'apprécier et d'actionner les leviers pouvant rendre son système plus résilient.

Fabien Chauveau (co-référent lait CAB)

### Retour du projet sur la résilience des systèmes laitiers bio

Le réseau CAB participe à un projet CASDAR Résilait autour de la résilience des fermes laitières bio. 151 fermes ont été enquêtées entre octobre 2017 et mars 2018 dans 3 filières (vache, brebis, chèvre) dont 12 en bovin lait et 2 en chèvre pour évaluer la résilience à dire des éleveurs-ses et d'après les pratiques mises en place sur les fermes. En parallèle de cette enquête, une étude de la résilience économique d'exploitations bovines et ovines a été réalisée par l'analyse de données comptables du CER France (204 exploitations bio). Nous entendons sous le mot « résilience », l'aptitude des exploitations à faire face (à revenir rapidement à un régime de routine) aux changements et aléas de nature et d'intensité variables.

Voici le résultat des enquêtes auprès des éleveurs-ses :



## ■ Un degré d'autonomie recherché

L'autonomie (alimentaire, financière de décision), la viabilité économique, et la cohérence globale dans la gestion des exploitations (l'adaptation des objectifs aux moyens de production et la baisse du niveau d'intensification d'utilisation des ressources disponibles) sont retenus comme principaux indicateurs de la résilience. La durabilité importe également aux éleveurs particulièrement dans le sens de la transmissibilité de leurs exploitations.

Ces indicateurs sont favorisés par différents facteurs internes ou externes aux exploitations tels que le prix du lait payé aux producteurs, l'équilibre sol-troupeau ou encore la place accordée à l'herbe (pâturage et fourrages) dans le système.

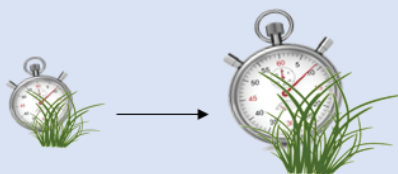
La maîtrise des charges est un facteur de résilience important aux yeux des exploitants-es. Ceci se confirme dans l'analyse de la résilience économique des exploitations bovin laitier (BL). **Les exploitations économiquement résilientes ont plutôt moins de charges de structure**, la différence avec le groupe des exploitations non résilientes semble essentiellement liée aux charges de mécanisation.

Le montant des charges opérationnelles légèrement inférieur pour les exploitations non résilientes ne permet pas de compenser des charges de structure souvent élevées. Ceci empêche les exploitations non résilientes de dégager un bon EBE.

## ■ Trajectoires d'exploitations laitières biologiques et évolution de leur résilience

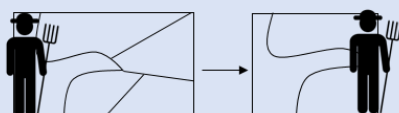
FRANCE
CAB Pays de la Loire

- ❖ Avancer la date de mise à l'herbe
- ❖ Augmenter la durée de pâturage exclusif



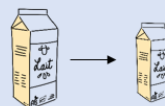
	Moyenne 2017	Evolution sur 10 ans
Date de mise à l'herbe FRANCE	8 mars	6 jours plus tôt
Date de mise à l'herbe CAB PL	20 février	6 jours plus tôt
Durée de Pâturage exclusif FRANCE	3,5 mois/an	18 jours de plus
Durée de Pâturage exclusif CAB PL	2,5 mois/an	Environ un mois de plus

- ❖ Diminuer le nombre d'hectares travaillés par UMO (Ha/UMO)



	Moyenne 2017	Evolution sur 10 ans
Nombre d'Ha/UMO FRANCE	44	Moins 1 Ha
Nombre d'Ha/UMO CAB PL	51	Moins 3 ha

- ❖ Diminuer la productivité individuelle



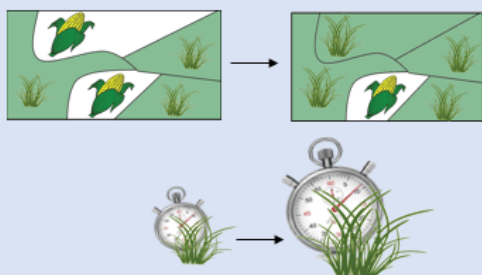
	Moyenne 2017	Evolution sur 10 ans
Productivité individuelle (L/VL) FRANCE	5606	173 L en moins
Productivité individuelle (L/VL) CAB PL	6008	460 L en moins

- ❖ Etaler les mises bas



	Moyenne 2017
Nombre de mois de mises bas FRANCE	8,3 mois/an
Nombre de mois de mises bas CAB PL	10,4 mois/an

- ❖ Diminuer la surface en maïs
- ❖ Augmenter la surface en prairies
- ❖ Augmenter la surface accessible au pâturage
- ❖ Augmenter la durée de pâturage exclusif




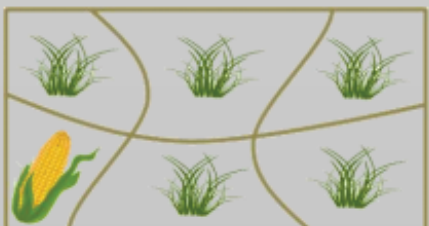





	Moyenne 2017	Evolution sur 10 ans
Surface en maïs (%SAU) FRANCE	5%	-3%
Surface en maïs (%SAU) CAB PL	8%	-5%
Surface en prairies FRANCE	83%	+20%
Surface en prairies CAB PL	83%	+3%
Surface accessible au pâturage (Ha/UGB) FRANCE	0,61	+0,1
Surface accessible au pâturage (Ha/UGB) CAB PL	0,65	-0,1
Durée de pâturage exclusif FRANCE	3,5 mois	+18 jours
Durée de pâturage exclusif CAB PL	2,5 mois/an	Environ un mois de plus

## ■ Les systèmes herbagers autonomes et économes plus résilients

De manière générale les résultats obtenus pour les deux études convergent. En effet l'étude des pratiques et de la satisfaction des éleveurs a permis de mettre en évidence l'importance de la place à accorder à l'herbe sur les élevages : **les systèmes herbagers autonomes et économes semblent plus résilients**. Accorder une place plus importante à l'herbe va souvent de pair avec une diminution de la surface de maïs : plus une exploitation a des surfaces en maïs moins elle aura de chance d'appartenir au groupe d'exploitations résilientes (étude résilience économique d'exploitations laitières bio).

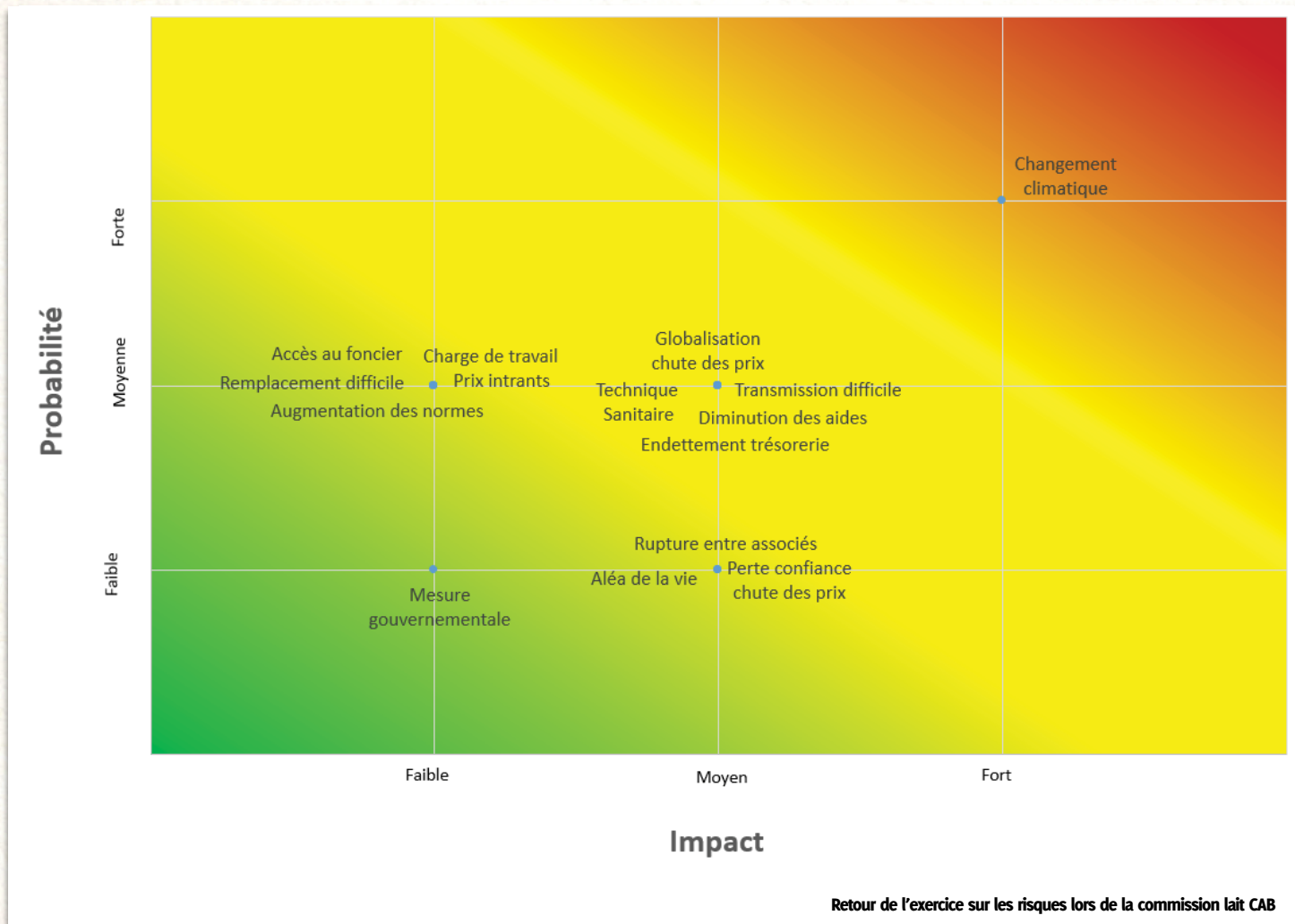
Parmi les exploitations économiquement résilientes, 65% ne produisent pas d'ensilage de maïs (contre 56% pour exploitations économiquement non résilientes). Comme la première étude, l'analyse de la résilience économique montre que le **volume de travail est moins important sur les exploitations résilientes** : il y a moins de surfaces agricoles utiles et de vaches laitières par UMO.

### Comparaison des exploitations résilientes et non résilientes de l'échantillon

	Exploitations résilientes	Exploitations non résilientes
<b>Main d'oeuvre</b>	 2 UTH	
<b>Main d'oeuvre familiale</b>	70% ont une main d'oeuvre exclusivement familiale	53% ont une main d'oeuvre exclusivement familiale
<b>Surfaces fourragères principales</b>	 2,5 Ha de maïs en moyenne	 4,1 Ha de maïs en moyenne
<b>Surface en maïs (%SAU)</b>	2,6	4,8
<b>Surface en prairies (%SAU)</b>	87,8	85
<b>UGB VL/UTH</b>	 28 UGB VL/UTH	 30 UGB VL/UTH
<b>Nombre de litres de lait vendus</b>	4560 L/VL	4430 L/VL
<b>Capitaux propres / Total actif</b>	 54% de l'actif	 51% de l'actif

## ■ La perception des risques

Lors de la commission lait de la CAB du mois d'avril une restitution des résultats a été présentée par Augustine Perrin de l'INRA. Les membres de la commission se sont exercés à réfléchir aux différents aléas, risques pouvant arriver en interne et externe de la ferme. Le résultat de l'exercice montre un fort impact et probabilité du changement climatique. Cet élément ressort car l'agriculture biologique est très tributaire du changement climatique. Par contre à l'opposé les mesures gouvernementales ont peu d'impacts. Suite à cette exercice, la commission remarque que l'âge peut avoir de l'importance de la réponse des risques (transmission, trésorerie...).











Résilience des systèmes laitiers biologiques

## Transmission des fermes bovines bio en Pays de la Loire

La CAB a mené en partenariat avec E'Bio et Biolait une étude auprès des éleveurs-ses en phase de transmission (+ 55 ans). Une stagiaire Lucille a travaillé sur le sujet et a mené une enquête auprès des futurs cédants en Pays de la Loire, elle a recueilli 102 réponses. La répartition des retours est la suivante : 61 répondants en bovin allaitant et 37 en bovin lait et 4 en mixte (bovin lait et viande). Les premiers résultats montrent des craintes de la part des futurs cédants : la peur de ne pas trouver de repreneur, l'accord du propriétaire sur le maintien des terres en bio, une pérennité financière qui doit être soutenable dans le temps, le manque d'attractivité de l'élevage. Le détail des résultats sera relayé dans la prochaine lettre filière lait de la CAB.

### ■ Critères de choix pour les porteurs-ses de projet en élevage bovin bio au moment d'une transmission

Dans le cadre du projet PERLAIB (« Etude de la transmissibilité des fermes bovines laitières biologiques », conduit de 2016-2019 avec le soutien financier du Conseil Régional), la chambre d'agriculture des Pays de la Loire et la CAB ont conduit une enquête auprès des potentiels futurs porteurs-ses de projet. La question était de savoir quelles étaient les critères qui entraient en compte dans le choix d'une ferme à reprendre dans un projet bovin lait. Il s'agissait donc de faire préciser à ces porteurs potentiels ce qu'ils attendaient d'une « ferme idéale » en terme technique et économique.

Deux profils ont été ciblés par cette enquête en ligne : les étudiants et stagiaires en cours de formation agricole avec 173 répondants et les porteurs-ses de projets venus s'inscrire au PAIT (Point Accueil Installation Transmission) dans les deux dernières années avec 22 répondants.

On constate que le montant de la reprise et les investissements à réaliser arrivent en 1<sup>ère</sup> position pour les porteurs-ses de projet et en 2<sup>ème</sup> position pour les étudiants. Les conditions de travail viennent en 1<sup>ère</sup> position pour les étudiants et en 2<sup>ème</sup> position pour les porteurs-ses de projet. L'autonomie du système en place est un critère très important. Ce qui diffère en terme de priorités ce sont les résultats économiques qui vont être moins importants pour les porteurs-ses de projet que les étudiants. Par contre pour la structure de l'exploitation c'est l'inverse, le morcellement peut être un frein à la recherche d'une ferme et voire même éliminatoire pour la majorité des répondants. Autre haute priorité pour les porteurs-ses de projet est la localisation, car ils ou elles sont attachés-es à un périmètre précis pour plusieurs raisons : la proximité avec la famille et son environnement, la reprise de la ferme familiale et la proximité avec la ville viennent ensuite. Après d'autres critères interviennent la proximité du bassin d'emploi du conjoint, la dynamique territoriale en milieu rural.

OBJET	Priorité / enquête ETUDIANTS	Priorité dans l'enquête PAIT
Conditions de travail	Priorité haute	P Haute
Montant de la reprise et investissements à réaliser		P Haute
Autonomie du système		P Haute
Résultats économiques du système		P Moyenne
Structure de l'exploitation (morcellement des parcelles, infrastructures, matériels, etc...)	Priorité moyenne	P Haute
Accompagnement à l'installation par les cédants		P Moyenne
caractéristiques du troupeau [Performance du troupeau, race, etc...]		P Moyenne
Localisation		P Haute
Mode de production (Bio ou Conventionnel)		P Moyenne
Type de cession du foncier et bâtiments (location / propriété)		P Moyenne
Environnement social		P Moyenne
Multiples ateliers présents sur la ferme (diversification)		P faible
Type juridique (GAEC, Individuel, EARL ...)		P faible
Accès à une maison d'habitation	P faible	

Ces éléments donnent des enseignements dans le cadre d'une transmission et d'une installation.

En résumé : les conditions de travail, l'état, l'efficacité de l'outil de production sont déterminants dans l'attractivité de la ferme. Il est important de maintenir un outil fonctionnel jusqu'à la transmission pour faciliter l'installation tout en gardant un prix raisonnable au niveau de la vente.

## Interview « Convertir sa ferme laitière en AB avant sa retraite, une bonne stratégie ? »



**Janine et Jean-Marc Orioux sont installés sur leur ferme à Tuffé dans la Sarthe depuis 1994. Associés en EARL, c'est par une réflexion commune qu'ils ont abouti d'un commun accord à prendre la décision de convertir leur ferme laitière en l'agriculture biologique avant la retraite**

**Olivier GAB72 : Pourquoi avez-vous pris la décision de passer votre ferme en agriculture biologique ?**

**Jean Marc :** Cette décision nous l'avons prise avec beaucoup de recul et de sérénité. Il était clair que nous arrivions au bout de notre système sur notre petite ferme de 68 ha.

**Janine rajoute :** On avait de plus en plus de vaches, c'était la course à la productivité et surtout de plus en plus de travail : à 35 ans on avait 35 vaches et à 60 ans plus de 60 bêtes.

**Jean Marc précise :** Le correcteur azoté devenait de plus en plus cher et il nous fallait acheter 40% de l'alimentation de nos vaches.

**Olivier :** Cette décision a-t-elle été difficile à prendre ?

**Jean Marc :** Nous en fait on sentait que c'était le moment et aujourd'hui on se dit que c'est dommage de ne pas l'avoir envisagé plus tôt. Notre prise de conscience a débuté en 2012 après avoir suivi une formation OBSALIM avec le Civam AD72, ensuite nous avons suivi d'autres formations : huiles essentielles et

acupuncture. Ces nouvelles pratiques nous ont permis de nous sentir plus proches de nos animaux et de revenir à l'essentiel.

Notre assolement a évolué vers plus de prairies sur notre ferme qui s'y prêtait bien avec 43 ha autour des bâtiments. Le pâturage dynamique nous rendait plus autonomes et surtout heureux de voir nos vaches pâturer.

**Janine dit alors :** c'est pour aller vers plus de quiétude et moins travailler pour les autres que nous y sommes allés. C'est pour notre propre satisfaction aussi que de finir notre carrière professionnelle en phase avec nous-même.

**Olivier :** Avez-vous mesuré le risque de la réglementation bio (CE) n°834/2007 qui vous demanderait le remboursement de la totalité des aides si la ferme retournait en conventionnel avec les futurs installés ?

**Jean Marc :** Pour nous ce n'était pas un risque le Gab72 nous avaient accompagné et nous avons mis le plus d'atouts possibles sur notre ferme et pensons en avoir suffisamment pour préparer notre transmission. Le système bio de notre ferme a toutes ses chances pour que de jeunes installés y poursuivent l'activité.

**Olivier :** Pouvez-vous préciser ces atouts ?

**Jean Marc :** Tout d'abord, le marché du lait bio a de bonnes perspectives devant lui et notre coopérative Sodiaal est bien dans cette dynamique, très demandeuse en lait bio.

La CUMA aussi est très active et à l'écoute des producteurs bio. De plus notre commune, Tuffé est plutôt dans un environnement favorable en étant à proximité de la gare de Connerré.

Ensuite, nous avons assez d'eau sur la ferme pour envisager du maraichage si les candidats souhaitent se diversifier.

Quant au foncier, il est sécurisé avec l'EARL qui se compose de 3 ha en propriété et le reste en fermage (trois propriétaires).

Par ailleurs, pouvoir maintenir une agriculture paysanne à dimension humaine nous permet de limiter l'agrandissement et ses dérives.

Aujourd'hui nous n'avons pas encore de piste de reprise, mais nous souhaitons vivement transmettre avec la même bienveillance vis-à-vis de nos futurs repreneurs que celle reçue à notre arrivée par nos propres cédants.

## Ressources en fourrage

N'hésitez pas à compléter l'enquête en ligne pour proposer vos offres :

▶ Lien vers le formulaire en ligne : <http://biobzh.agrobio-bretagne.org/enquetes/index.php/323818/lang-fr>

Merci d'annuler votre offre une fois qu'elle est vendue sur ce même lien.

**De la disponibilité existe en fourrage déshydraté bio ou C2 (luzerne, maïs) sur le Grand Ouest.**

Si vous avez des besoins en fourrage n'hésitez pas à nous le signaler soit auprès de votre GAB, Civam Bio ou CAB :



**CAB**  
cab.productions@biopaysdelaloire.fr



**CIVAM Bio 53**  
coordination@civambio53.fr



**GAB 44**  
accueil@gab44.org



**GABBAnjou**  
gabbanjou@wanadoo.fr



**GAB 72**  
contact@gab72.org



**GAB 85**  
accueil@gab85.org

**Plusieurs options se présentent en cas de manque de fourrage :** adapter le chargement, ensiler des céréales initialement prévues pour la moisson, implanter des cultures fourragères qui ont un potentiel de production en condition séchante, se positionner pour l'achat de fourrages notamment des ventes de fourrages sur pied.

Action financée par

contact CAB



Anne UZUREAU (Chargée de mission CAB)  
02-41-18-61-44  
cab.productions@biopaysdelaloire.fr

[www.biopaysdelaloire.fr](http://www.biopaysdelaloire.fr)